

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

F. 2005 — 1675

[C — 2005/22570]

**3 JUILLET 2005. — Arrêté royal portant exécution de l'article 20, § 2bis de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, notamment l'article 20, § 2bis, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 27 décembre 2004;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 mai 2005;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 2 juin 2005;

Vu l'urgence, motivée par le fait que le Conseil des Ministres a décidé que la meilleure perception par les caisses d'assurances sociales des cotisations dues par les travailleurs indépendants, provenant des nouvelles dispositions de l'article 20, § 2bis, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, en exécution duquel le présent projet d'arrêté royal doit être pris, doit entraîner déjà dans le courant de l'année 2005 des recettes complémentaires importantes, de telle sorte que les directives qui doivent être données aux caisses en exécution du présent arrêté royal le soient le plus rapidement possible;

Vu l'avis n° 38.546/3 du Conseil d'Etat, donné le 9 juin 2005, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 60bis de l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, inséré par l'arrêté royal du 18 avril 1994 et modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 23 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Les critères de performance dont question à l'article 20, § 2bis, de l'arrêté royal n° 38 sur base desquels sont établies des directives générales ou concrètes aux caisses d'assurances sociales, sont les suivants :

- Respect des délais dans lesquels les actions en recouvrement de cotisations sociales doivent être entreprises par les caisses d'assurances sociales;

- Exactitude de l'information fournie par les caisses d'assurances sociales;

- Suivi du recouvrement d'arriérés de cotisations sociales par voie judiciaire ou non;

- Suivi des personnes mandatées par les caisses d'assurances sociales dans le recouvrement d'arriérés de cotisations sociales;

- Suivi des facilités de paiement accordées;

- Réclamation auprès des codébiteurs solidaires. »

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

N. 2005 — 1675

[C — 2005/22570]

**3 JULI 2005. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 20, § 2bis, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, inzonderheid op artikel 20, § 2bis, laatst gewijzigd bij de programmawet van 2 augustus 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 mei 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 2 juni 2005;

Gelet op de hoogdringendheid, gemotiveerd door het feit dat de Ministerraad heeft vastgesteld dat de betere inning van de door zelfstandigen verschuldigde sociale bijdragen door de sociale verzekeringsfondsen voor zelfstandigen ingevolge de nieuwe bepalingen van artikel 20, § 2bis, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, in uitvoering waarvan onderhavig koninklijk besluit moet worden genomen, reeds in de loop van het jaar 2005 in een aanzienlijke meeropbrengst moet resulteren zodat de in uitvoering van dit koninklijk besluit aan de fondsen te verstrekken richtlijnen zo spoedig mogelijk dienen te worden uitgevaardigd,

Gelet op het advies nr. 38.546/3 van de Raad van State, gegeven op 9 juni 2005, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van Onze Minister van Middenstand, en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 60bis van het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, ingevoegd door het koninklijk besluit van 18 april 1994 en laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 23 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De performantiecriteria waarvan sprake in artikel 20, § 2bis, van het koninklijk besluit nr. 38 op basis waarvan de algemene of concrete richtlijnen aan de sociale verzekeringsfondsen worden opgelegd, zijn de volgende :

- Naleving van de termijnen waarbinnen acties op vlak van opvordering van de sociale bijdragen moeten worden ondernomen door de sociale verzekeringsfondsen;

- Correctheid van de informatie die wordt gegeven door de sociale verzekeringsfondsen;

- Opvolging van de invordering van de achterstallige sociale bijdragen al dan niet langs gerechtelijke weg;

- Opvolging van de lasthebbers die door de sociale verzekeringsfondsen worden gemandateerd inzake de invordering van de achterstallige sociale bijdragen;

- Opvolging van toegekende betalingsfaciliteiten;

- Opvordering bij de hoofdelijke medeschuldenaars. »

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Lorsque des directives concrètes ont été données à une caisse d'assurances sociales, en vertu de l'article 20, § 2bis, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 38, par un fonctionnaire délégué par le Ministre des Classes moyennes et qu'à l'issue de la période imposée par le fonctionnaire, il apparaît après concertation que ces directives n'ont pas été suffisamment suivies, le Ministre des Classes moyennes peut décider d'imposer à la caisse d'assurances sociales le paiement d'une somme d'argent. Cette somme varie suivant les deux cas décrits à l'article 20, § 2bis, alinéa 2 précité.

Dans le cas décrit à l'article 20, § 2bis, alinéa 2, a), cette somme est égale à la différence, en ce qui concerne les cotisations qui ont été réclamées pour la première fois au cours de l'année en cause et se rapportant à cette même année, entre les cotisations réclamées et perçues, multipliée par la différence entre le pourcentage de perception général de l'année précitée et le pourcentage de perception correspondant de la caisse d'assurances sociales en cause. Par pourcentage de perception général il y a lieu d'entendre le rapport, en ce qui concerne les cotisations qui ont été réclamées pour la première fois au cours de l'année en cause, entre le montant total des cotisations perçues par toutes les caisses d'assurances sociales et le montant total des cotisations réclamées par toutes les caisses d'assurances sociales.

Dans le cas visé à l'article 20, § 2bis, alinéa 2, b), la somme est égale à 0,5 % de la partie du volume global des cotisations restant à percevoir par la caisse d'assurances sociales à la fin de l'année en cause, qui dépasse 25 % des cotisations réclamées par cette caisse d'assurances sociales au cours de cette année.

La somme visée aux alinéas précédents doit être acquittée par la caisse d'assurances sociales au moyen du produit des cotisations destinées à couvrir les frais de gestion de la caisse d'assurances sociales en cause. Son montant est affecté au financement de la gestion financière globale du statut social des travailleurs indépendants, instaurée par l'arrêté royal du 18 novembre 1996 visant l'introduction d'une gestion financière globale dans le statut social des travailleurs indépendants, en application du chapitre 1<sup>er</sup> du titre VI de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions. »

**Art. 2.** Dans l'article 60ter, alinéa 3, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 18 avril 1994, les mots « fixées par le Comité général de gestion. » sont remplacés par les mots « établies sur base des critères de performance visés à l'article 60bis, § 1<sup>er</sup>. »

**Art. 3.** Notre Ministre des Classes moyennes est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 juillet 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Classes moyennes,  
Mme S. LARUELLE

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 1676

[C — 2005/09541]

**20 JUIN 2005. — Arrêté ministériel portant prolongation des réserves de recrutement des sélections d'assesseur réinsertion sociale et d'assesseur exécution des peines auprès des commissions de libération conditionnelle**

La Ministre de la Justice,

Vu l'article 107 de la Constitution;

Vu la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1964 modifiée par les lois des 7 mai 1999 et 28 novembre 2000;

Vu la loi du 18 mars 1998 instituant les commissions de libération conditionnelle modifiée par les lois des 29 avril 1999 et 10 avril 2003;

Vu l'arrêté royal du 10 août 1998 fixant la procédure de désignation et d'évaluation des assesseurs et de leurs suppléants au sein des commissions de libération conditionnelle, modifié par les arrêtés royaux du 20 février 2004 et 2 mars 2005, notamment l'article 8, deuxième alinéa;

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Wanneer concrete richtlijnen werden gegeven aan een sociaal verzekeringsfonds krachtens artikel 20, § 2bis, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 38 door een door de Minister van Middenstand afgevaardigde ambtenaar en op het einde van de door de ambtenaar bepaalde periode blijkt na overleg dat deze richtlijnen in onvoldoende mate werden opgevolgd, kan de Minister van Middenstand beslissen om aan het sociaal verzekeringsfonds de betaling van een geldsom op te leggen. Deze som varieert volgens de twee in voormeld artikel 20, § 2bis, tweede lid, bedoelde gevallen.

In het in artikel 20, § 2bis, tweede lid, a), bedoelde geval, is deze som gelijk aan het verschil, met betrekking tot de bijdragen die voor het eerst werden opgevorderd gedurende het betrokken jaar en die betrekking hebben op datzelfde jaar, tussen de opgevorderde en de geïnde bijdragen, vermenigvuldigd met het verschil tussen het algemeen inningspercentage van genoemd jaar en het overeenkomstig inningspercentage van het betrokken sociaal verzekeringsfonds. Onder algemeen inningspercentage dient te worden verstaan de verhouding, met betrekking tot de bijdragen die voor het eerst werden opgevorderd gedurende het betrokken jaar, tussen het totaal bedrag van de door alle sociale verzekeringsfondsen geïnde bijdragen en het totaal bedrag van de door alle sociale verzekeringsfondsen opgevorderde bijdragen.

In het in artikel 20, § 2bis, tweede lid, b), bedoelde geval, is deze som gelijk aan 0,5 % van het gedeelte van het totale volume van de door het sociaal verzekeringsfonds op het einde van het betrokken jaar nog te innen bijdragen dat 25 % van de in dat jaar door dit sociaal verzekeringsfonds opgevorderde bijdragen overschrijdt.

De in de vorige leden bedoelde som dient door het sociaal verzekeringsfonds betaald te worden met de opbrengst der bijdragen die bestemd zijn om de beheerskosten van het betrokken fonds te dekken. Het bedrag ervan wordt aangewend ter financiering van het globaal financieel beheer van het sociaal statuut der zelfstandigen, ingesteld bij het koninklijk besluit van 18 november 1996 strekkende tot invoering van een globaal financieel beheer in het sociaal statuut der zelfstandigen, met toepassing van hoofdstuk I van titel VI van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels. »

**Art. 2.** In artikel 60ter, derde lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd door het koninklijk besluit van 18 april 1994, worden de woorden « vastgesteld door het Algemeen Beheerscomité » vervangen door de woorden « vastgesteld op basis van de in artikel 60bis, § 1, bedoelde performantiecriteria ».

**Art. 3.** Onze Minister van Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 juli 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,  
Mevr. S. LARUELLE

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2005 — 1676

[C — 2005/09541]

**20 JUNI 2005. — Ministerieel besluit tot verlenging van de wervingsreserves van de wervingsexamens van assessor sociale reïntegratie en assessor strafuitvoering bij de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling**

De Minister van Justitie,

Gelet op het artikel 107 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964, gewijzigd bij wetten van 7 mei 1999 en 28 november 2000;

Gelet op de wet van 18 maart 1998 tot instelling van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling, gewijzigd bij wetten van 29 april 1999 en 10 april 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 betreffende de aanwijzingsprocedure en de evaluatie van de assessoren en hun plaatsvervangers in de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 20 februari 2004 en 2 maart 2005, inzonderheid artikel 8, tweede lid;